

**DEPARTEMENT**

Dordogne

**ARRONDISSEMENT**

Sarlat

**CANTON**

Domme

**COMMUNE DE DOMME****PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***de conseillers**En exercice :15**De présents :11**De votants :15*

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 26/01/2016.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 25/01/2016.

**Aménagements de cabinets  
d'aisance et d'un DAB**

L'an deux mil quinze, le 02 décembre à 20 heures, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

**Etaient présents :** Mesdames et Messieurs GOUNARD – LAGRANGE – LAHALLE – TROUBADY – ARMAGNAC – JOURDAN – DUFOUR – COUSIN – CASSAGNOLE – OZANNE – PASQUET.

Etaient absents : Mmes TAILLASSON-MAZELAYGUE (procuration à Mme GOUNARD), M. LAMBERT (procuration à M. CASSAGNOLE), M. CAMINADE (procuration à M. OZANNE), M. GERMAIN (procuration à M. ARMAGNAC).

**Le Secrétariat de séance était assuré par :** M. PASQUET.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 24/11/2015.

- Choix d'un bureau de contrôle

Le Maire rappelle que par délibération du 12 octobre 2015, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation en vue de désigner un bureau de contrôle pour les travaux d'aménagement de cabinets d'aisances (Place de la Rode et Place de la Halle) et d'un DAB (Place de la Halle). Il présente les propositions qui ont été transmises. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de retenir la SOCOTEC, pour un montant HT de 1.850,00 € et autorise le Maire à signer le contrat relatif à la mission correspondante.

- Choix des entreprises

Le Maire rappelle que par délibération du 06 juillet 2015, le Conseil Municipal l'a autorisé à engager une consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement de cabinets d'aisances (Place de la Rode et Place de la Halle) et d'un DAB (Place de la Halle). Il indique que cette consultation a été engagée et que la commission d'appel d'offres s'est réunie à deux reprises :

- le 09 novembre 2015 pour l'ouverture des plis ;
- le 26 novembre 2015 pour l'examen de l'analyse des offres.

Le Maire présente le rapport d'analyse des offres établi par Mme Hélène Lefrancq, maître d'œuvre choisi par la commune pour cette opération. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide de retenir les entreprises figurant ci-dessous, pour les lots et montants correspondants, et autorise le Maire à signer les actes

d'engagements et autres pièces du marché. Mme Amandine Dufour n'a pris part ni au débat ni au vote.

Entreprise	Lot	Montant HT
VAUNAC	Lot 1 : gros œuvre	64.919,38 €
SCEP	Lot 2 : étanchéité	9.142,95 €
LACOSTE	Lot 3 : menuiserie aluminium, serrurerie	10.748,00 €
ESPITBOIS	Lot 4 : menuiserie bois	16.499,00 €
VILATTE PLATRIERIE	Lot 5 : plâtrerie	8.697,08 €
MALAURIE	Lot 6 : carrelages	26.652,27 €
BREL	Lot 7 : peinture, revêtement muraux	3.654,53 €
JOUCLAS ENERGIE	Lot 8 : plomberie, sanitaires	24.466,02 €
CROS	Lot 9 : électricité, ventilation	9.358,28 €
SAPA	Lot 10 : traitement de charpente	684,01 €
<b>TOTAL</b>		<b>174.821,52 €</b>

Concernant le DAB, il indique que malgré des discussions avancées avec la Banque Populaire et malgré la prise en compte de contraintes techniques exigées par cette banque, celle-ci aurait décidé de ne pas pour poursuivre le projet. Le Maire indique qu'il s'en est plaint à son interlocuteur principal et lui a demandé un courrier pour officialiser sa position. Il indique également qu'il va saisir le PDG du groupe Banque Populaire pour l'informer de ces méthodes cavalières et lui indiquer que le compte bancaire de l'Office de Tourisme sera transféré de la Banque Populaire vers une autre banque. Il indique enfin qu'il a pris contact avec le Crédit agricole et qu'il va prendre contact avec d'autres banques.

**Aménagement des espaces  
Publics et piétonniers de la  
Grand'Rue et de la rue du  
Lavoir : avenant au marché  
De maîtrise d'oeuvre**

Le Maire indique que suite à la liquidation de la SELARL ALBRAND-ANGIBAUT, la SARL AGEFAUR a racheté les actifs de cette société suivant ordonnance du Tribunal de Commerce de Bergerac en date du 13 octobre 2015. Le Maire rappelle que la maîtrise d'œuvre de l'opération d'aménagement des espaces publics et de cheminement piétonnier de la Grand'Rue et de la rue du Lavoir avait été confiée à la SARL D'ARCHITECTURE COQ & LEFRANCO qui avait comme cotraitant la SELARL ALBRAND-ANGIBAUT. Le Maire présente au Conseil Municipal un avenant au marché de maîtrise d'œuvre afin que celui-ci prenne acte du transfert de tous droits et obligations de la SELARL ALBRAND-ANGIBAUT à la SARL AGEFAUR. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte cet avenant et autorise le Maire à le signer.

**Adoption du Schéma  
Départemental de  
Coopération Intercommunale**

Le Maire indique que la procédure de révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale, fixée par l'article 33 de la loi NOTRe du 07 août 2015, consacre le caractère de coproduction conjointe entre les élus et l'Etat de ce document d'orientation qui servira ensuite de cadre de référence à l'évolution de l'intercommunalité dans chaque département. Il précise qu'en Dordogne, le projet élaboré par M. le Préfet a été présenté aux membres de la Commission Départementale de Coopération Intercommunale le 05 octobre dernier, phase préalable à la

consultation des élus locaux. Le projet qui a été établi s'articule autour des objectifs suivants :

- accroître les périmètres des communautés d'agglomération et des communautés de communes afin qu'ils correspondent au mieux aux bassins de vie et aux réalités sociales et économiques du territoire tout en privilégiant, pour les communautés de communes, la recherche d'ensembles communautaires de 15.000 habitants ;
- renforcer l'intégration des EPCI à fiscalité propre par la reprise des compétences exercées par les syndicats intercommunaux inclus dans leurs périmètres ;
- rationaliser les autres syndicats en retenant notamment le regroupement de structures afin de développer leurs capacités de fonctionnement.

Le Maire rappelle aux élus qu'ils ont pu consulter le projet de schéma départemental de coopération intercommunale sur le site internet de la Préfecture de la Dordogne, un lien leur ayant été communiqué pour accéder directement à ce projet. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte le schéma départemental de coopération intercommunale par 6 voix pour, 3 voix contre et 6 abstentions.

**Intervention de CONCORDIA  
En été 2016**

M. Jean-Bernard Pasquet, Maire Adjoint, présente la proposition d'intervention de l'association CONCORDIA pour l'été 2016 (06 au 31 juillet 2016). Le projet porte sur la continuation du mur de soutènement du chemin des remparts sous la Porte des Tours. Le coût global du projet s'élève à 13.284,00 €. La participation de la commune de Domme s'élève à 5.800,00 €, celle-ci assurant comme tous les ans l'hébergement des intervenants. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une contre accepte cette proposition d'intervention et autorise le Maire à signer la convention correspondant à celle-ci.

**Commune de Domme c/  
M. Jean Lambert (panneaux  
Solaire)**

Le Maire propose au Conseil Municipal de reporter ce point de l'ordre du jour. L'avocat de la commune a adressé un courrier en date du 16 octobre 2015 dans lequel il justifie l'engagement d'une procédure devant les tribunaux civils. Il souhaite se rapprocher de lui pour exposer ses arguments au Conseil Municipal à l'occasion d'une prochaine séance.

**Renforcement de l'éclairage  
Public sur l'Esplanade du  
Belvédère**

Le Maire expose qu'il conviendrait de renforcer l'éclairage public sur l'Esplanade de la Barre. La commune de Domme, adhérente au Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne, a transféré à ce syndicat sa compétence « éclairage public » et a mis à disposition de ce syndicat ses équipements, pour la réalisation de travaux neufs et de modernisation de son éclairage public. Pour permettre au syndicat d'engager les études techniques qui permettront à la commission d'attribution de décider de l'éligibilité du projet et son inscription éventuelle dans les futurs programmes d'investissement, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention :

- Sollicite le SDE 24 afin d'engager les études techniques qui permettront à la commission d'attribution de décider de l'éligibilité du projet et de son inscription éventuelle dans les futurs programmes d'investissement ;
- Décide de confier le projet au SDE 24 ;

- Mandate le Maire pour effectuer les démarches nécessaires auprès dudit syndicat.

#### Remplacement de la roue De sonnerie des cloches

Le Maire indique qu'il est nécessaire de procéder au remplacement de la roue de sonnerie des cloches de l'église de Domme et présente le devis de la société BODET qui assure la maintenance des cloches de l'édifice précité. Ce devis s'élève à 1.274,00 € HT. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte ce devis et autorise le Maire à le signer.

#### Vote de décisions Modificatives du budget 2015 de la commune de Domme

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité les décisions modificatives suivantes du budget 2015 de la commune de Domme.

#### Vote de crédits supplémentaires.

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Porte des Tours	80052-1322	34.740,00 €	
Acquisition de Matériel	10031 – 21578		11.000,00 €
Aménagement Bourg	90058 – 2315		23.740,00 €
TOTAL		34.740,00 €	34.740,00 €

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Immobilisations corporelles	042 – 722	3.250,00 €	
Virement à la section de fonctionnement	023		3.250,00 €
Virement à la section de fonctionnement	021	3.250,00 €	
Agencement et aménagements de terrains	040-2312		750,00 €
Constructions	040-2313		2.500,00 €
TOTAL		6.500,00 €	6.500,00 €

#### Virements de crédits

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Acquisition de matériel	10031-21571	8.000,00 €	
Acquisition de matériel	10031-21578		8.000,00 €
TOTAL		8.000,00 €	8.000,00 €

**Adoption d'un règlement  
Financier pour les  
Prélèvements SEPA de la  
Cantine et de la garderie**

Le Maire rappelle que par délibération du 12 octobre 2015, le Conseil Municipal a décidé d'offrir aux administrés la possibilité de régler leurs créances de cantine et de garderie par prélèvement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Il indique que la mise en place d'une telle procédure nécessite un règlement financier et donne lecture d'un projet au Conseil Municipal. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité adopte le règlement financier du prélèvement automatique pour la cantine et la garderie de Domme.

**Télétransmission des actes**

Dans la logique actuelle de développement de l'administration électronique et de volonté de modernisation de l'Etat, il est désormais possible de procéder de façon dématérialisée à l'envoi de nos documents au contrôle de légalité. En application de l'article 139 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et son décret d'application n° 2005-324 du 07 avril 2005, l'Etat a mis en place un serveur dénommé ACTES qui reçoit les actes des collectivités ainsi que leurs groupements et leur transmet, presque immédiatement un accusé de réception. Ce dispositif, alliant sécurité juridique et simplicité dans une logique de développement durable, permet d'optimiser nos procédures avec la Préfecture de la Dordogne. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité approuve la convention avec M. le Préfet de la Dordogne, portant protocole de mise en œuvre de la télétransmission des actes des collectivités territoriales et autorise le maire à la signer.

**Location d'un local sis au  
N° 12 bis de la rue Jacques  
De Maleville**

Le Maire rappelle que par délibération du 29/2014 du 03 mars 2014, le Conseil Municipal de Domme avait accepté de louer à Mme Anne Lachaud-Thamié un local à usage de cabinet d'infirmière dans un bâtiment communal sis rue Jacques de Maleville. Mme Lachaud-Thamié a libéré les lieux au 31 octobre 2015. Il précise que Mme Lachaud-Thamié exercera toujours à Domme, au n° 6 de la rue des Consuls (ex-maison de Mme BURGAT). Le Maire rappelle que le loyer mensuel exigé à Mme Lachaud-Thamié était de 150 € et que le Conseil Municipal avait consenti à la locataire la gratuité pendant les deux premiers mois de location.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Accepte de louer un local à usage de cabinet pour une profession médicale au n° 12 bis de la rue Jacques de Maleville ;
- Fixe à 150 € le loyer mensuel du par la locataire, loyer qui sera révisé annuellement aux conditions fixées par les conditions générales du bail, l'indice de référence étant celui du 3<sup>ème</sup> trimestre de 2015, d'une valeur de 125,26 ;
- Consent à accorder au locataire la gratuité pendant les deux premiers mois de location ;
- Autorise le Maire à signer le contrat de location correspondant à la présente décision.

**Modification des  
délibérations 104/2015 et  
106/2015 du 04 juin 2015**

Le Maire rappelle que par délibérations du 04 juin 2015, le Conseil Municipal a adopté les tarifs de location des salles communales ainsi que les conditions de mise à disposition du matériel communal aux autres collectivités, associations et particuliers. Une séance de travail, réunissant des élus et des agents administratifs, s'est déroulée le 15 octobre 2015 en vue de préparer la mise en place du nouveau dispositif au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Au cours de cette séance de travail, il a été estimé que le dispositif concernant les cautions tel que prévu dans les

délibérations 104/2015 et 106/2015 du 04 juin 2015 devait faire l'objet d'aménagements. Les aménagements proposés sont les suivants.

Délibération 104/2015 du 04 juin 2015

Cautions :

- Salle de la Rode : 300 € ;
- Cuisine du Pradal : 150 €.

Il n'est pas demandé de cautions aux associations dommoises ainsi qu'aux associations de l'ancien canton de Domme lorsque celles-ci organisent des activités non lucratives.

Délibération 106/2015 du 04 juin 2015

Associations de la commune :

Matériel mis à disposition : tables, chaises, podium, sonorisation, vidéoprojecteur, couverts.

Condition financière : gratuit.

Caution vidéoprojecteur, sonorisation et couverts : 100 €/an (versement au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année pour l'utilisation de l'ensemble du matériel précité et restitution au 31 décembre de la même année).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte ces deux propositions de modification à l'unanimité. La présente délibération modifie les délibérations 104/2015 et 106/2015 du 04 juin 2015.

**Questionnaire aux  
Commerçants de Domme**

Le Maire indique qu'il a lancé une enquête auprès des commerçants de Domme pour examiner les possibilités d'ouverture pendant la période non touristique. Sur 34 questionnaires envoyés 16 commerçants y ont répondu soit un taux de participation de 47 %. Les résultats de cette enquête sont présentés au Conseil Municipal par Jean-Bernard Pasquet, Maire-Adjoint, qui synthétise les raisons invoquées par les commerçants pour expliquer leur fermeture en hiver ainsi que leurs propositions afin de les inciter à rester ouverts pendant cette période. Le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité de cette présentation. Le Maire indique qu'une suite sera donnée à ce questionnaire en organisant une réunion d'information et d'échanges avec les commerçants de Domme.

**Achat d'une débroussailleuse**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide d'acheter une débroussailleuse ECHO à Cénac Motoculture, pour un montant HT de 629,17 € et autorise le Maire à signer le devis correspondant.

**Sécurisation des ouvertures  
Du Musée**

Le Maire propose au Conseil Municipal de reporter ce point de l'ordre du jour. M. Armagnac doit reprendre contact avec un des entreprises afin que celle-ci donne quelques explications concernant sa proposition.

**Assurance statutaire du  
Personnel pour l'année  
2016**

Le Maire explique que les contrats d'assurance relatifs à la protection sociale des agents permettent à la collectivité employeur de s'assurer contre les risques demeurant à sa charge. Après avoir pris connaissance du contrat adressé par CNP Assurances, le Conseil

Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité autorise le Maire à signer le ou les contrats CNP Assurances pour l'année 2016.

**Motion de soutien aux CCAS  
D'EDF-GDF**

Le Maire lit au Conseil Municipal une proposition de motion adressée par le Président de la Caisse Centrale d'Activités Sociales, organisme gérant les activités sociales des salariés des industries électriques et gazières en France. Il rappelle au conseil municipal la présence sur le territoire communal, à Caudon, de l'un de ces centres de vacances qui participe fortement au développement économique de Domme. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 9 voix contre, 4 abstentions et 2 voix pour, rejette ce projet de motion.

**Instauration d'un DPU  
Sur des parcelles au Blanquet**

Considérant la nécessité de créer des bassins de rétention d'eau pour l'évacuation des eaux pluviales des aménagements urbains récents et à venir de la bastide ;

Le Maire propose au Conseil Municipal d'instaurer un droit de préemption sur les parcelles cadastrées en section A sous les numéros 701, 730, 732, 1132, 1133 sises au Blanquet.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 211, L. 213 et R. 211-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 23 mars 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Considérant que l'instauration d'un droit de préemption urbain permet à la commune de se porter éventuellement acquéreur des parcelles permettant la réalisation du projet programmé après avis du service des domaines,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par une voix contre, une abstention et 13 voix pour :

- Décide la création d'un droit de préemption urbain simple sur le territoire communal délimité aux parcelles cadastrées en section A sous les numéros 701, 730, 732, 1132, 1133 sises au Blanquet.
- Dit que la présente délibération sera affichée en mairie pendant un mois et sera publiée dans deux journaux diffusés dans le département.
- Autorise le maire à signer toute pièce se rapportant à cette décision.
- Dit que ampliation de la présente délibération sera adressée à :

- Mme la Sous Préfète de Sarlat ;
- M. le Directeur Départemental des Services Fiscaux ;
- Conseil Supérieur du Notariat ;
- Chambre Départementale des Notaires ;
- Barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance de Bergerac ;
- Greffe du TGI de Bergerac.

**Classement de chemins  
Ruraux dans la voirie  
communale**

Considérant qu'il existe sur Domme des chemins ruraux goudronnés ayant les caractéristiques de voies communales ayant vocation à être classés, le Maire propose de classer les chemins ruraux figurant en annexe de la présente délibération dans la voirie communale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention :

- accepte d'intégrer dans la voirie communale et classer plusieurs chemins ruraux ;
- adopte les numéros d'ordre, les dénominations et toutes les caractéristiques de ces nouvelles voies telles qu'elles lui ont été exposées ;
- indique que la longueur de la voirie communale de Domme est désormais portée à 47,913 km.

### Huis-Clos

Une dernière délibération est présentée et votée à huis-clos.

### Communications

#### - Bureau de vote pour les élections régionales

Il sera tenu comme suit :

	<b>06/12/2015</b>	<b>13/12/2015</b>
<b>8h00 - 10h30</b>	Cassagnole - Armagnac - Pasquet	Cassagnole - Armagnac - Troubady
<b>10h30 - 13h00</b>	Jourdan - Gounard - Ozanne -	Gounard - Ozanne - Pasquet
<b>13h00 - 15h30</b>	Dufour - Germain - Cousin	Dufour - Germain - Cousin
<b>15h30 - 18h00</b>	Caminade - Cassagnole - Lahalle	Caminade - Cassagnole - Lahalle - Lagrange

#### - Influenza aviaire

Le Maire fait le point sur l'épidémie d'influenza aviaire qui frappe actuellement la commune de Domme.

Il indique que suite à des contrôles périodiques effectués par les services vétérinaires des élevages situés sur Biras, St Paul La Roche et Domme, des cas d'influenza aviaire ont été détectés. Le Préfet de la Dordogne a pris les mesures qui s'imposent en de pareilles circonstances et a décrété l'abattage des élevages. Il donne lecture de l'arrêté préfectoral concernant la commune de Domme et indique, entre autres, que l'errance des chiens et des chats est interdite, que les volailles doivent rester confinées et que les basses-cours doivent être recensées. Pour ce recensement, le Plan Communal de Sauvegarde va être déclenché et les responsables de secteurs seront chargés de cette opération. Il indique enfin que la chasse va être réglementée (interdiction de la chasse avec chiens et au gibier à plume) et que les arrêtés préfectoraux doivent être transmis sous peu.

Fait à Domme, le 04/12/2015